



CHAPITRE 95

CHAPTER 95

Loi modifiant la charte de la cité de
Rivière-du-Loup

An Act to amend the charter of the city
of Rivière-du-Loup

[Sanctionnée le 5 avril 1950]

[Assented to, the 5th of April, 1950]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Rivière-du-Loup a représenté, par sa pétition, qu'il est dans l'intérêt des contribuables et de la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 1 George V (1910), chapitre 56, telle que modifiée par 9 George V, chapitre 100, et par 13 George VI, chapitre 87, soit de nouveau modifiée à l'effet ci-après et que certains pouvoirs spéciaux lui soient accordés; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 526a,
aj. pour la
cité.

1. L'article suivant est ajouté, pour la cité, après l'article 526 de la Loi des cités et villes:

Défini-
tions:

"526a. 1. Pour les fins du présent article à moins que le contexte ne présente un sens différent:

"Ache-
teur";

a) "acheteur" désigne toute personne qui acquiert d'un vendeur, par une vente en détail dans le territoire ci-dessous mentionné, un bien mobilier;

"bien mo-
bilier";

b) "bien mobilier" signifie tout bien qui n'est pas un immeuble d'après les lois de cette province et comprend le gaz et l'électricité et aussi le service local de téléphone seulement;

WHEREAS the city of Rivière-du-Loup has, by its petition, represented, that it is in the interest of the rate-payers and the proper administration of its affairs that its charter, the act 1 George V (1910), chapter 56, as amended by the act 9 George V, chapter 100, and by 13 George VI, chapter 87, be again amended to the hereinafter effect and that certain powers be granted to it; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The following section is added, for the city, after section 526 of the Cities and Towns Act:

R.S.,
c. 233,
s. 526a,
added,
for city.

"526a. 1. In this section, unless the context indicates a different meaning:

Defini-
tions:

a. "purchaser" means any person who acquires from a vendor moveable property at a retail sale in the territory hereinbelow mentioned;

"purchas-
er";

b. "moveable property" means all property which is not considered immovable by the laws of the Province, and includes gas and electricity, and also local telephone service only;

"move-
able prop-
erty";

"person-
ne";

c) "personne" désigne et inclut tout individu, société, compagnie, corporation, succession, association, séquestre, syndic de faillite, liquidateur, fiduciaire, administrateur ou agent;

"prix de
vente";
"prix d'a-
chat";

d) "prix de vente" ou "prix d'achat" signifie le prix en argent et aussi la valeur de services rendus, la valeur réelle de l'objet échangé et toute considération ou prestation acceptée par le vendeur comme prix de l'objet du contrat de vente. Ceci inclut tous frais d'installation de l'objet vendu, tous frais d'intérêt, de finance et de service, tous frais de douane, d'accise et de transport, même si aucune mention distincte n'en est faite sur la facture ou dans les livres du vendeur;

"vente";

e) "vente" comprend une vente pure et simple, une vente conditionnelle, une vente à tempérament, un échange, un bail et tout autre contrat où, pour un prix ou toute autre considération, une personne livre ou s'oblige à livrer à une autre personne un bien mobilier;

"vente au
détail";

f) "vente en détail" signifie toute vente faite à un acheteur ou à un usager pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;

"usager";

g) "usager" signifie toute personne qui, dans le territoire, utilise un bien mobilier pour son propre usage ou pour l'usage de toutes autres personnes à sa charge;

"ven-
deur";

h) "vendeur" signifie toute personne qui vend en détail, dans le territoire, quelque bien mobilier pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;

"terri-
toire";

i) "territoire" signifie le territoire compris dans les limites de la cité de Rivière-du-Loup;

"cité".

j) "cité" signifie la cité de Rivière-du-Loup.

Taxe de
vente.

2. La cité peut imposer par règlement et prélever, à compter du premier mai 1950, inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente" n'excédant pas deux pour cent du prix de vente ou d'achat, en détail, sauf les exceptions ci-après énumérées, de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, et le service de téléphone vendus dans les limites du territoire.

c. "person" includes any individual, "person"; firm, company, corporation, estate, association, receiver, trustee in bankruptcy, liquidator, fiduciary trustee, administrator or agent;

d. "sale price" or "purchase price" "sale price"; means a price in money, and also the value "purchase price"; of services rendered, the actual value of the thing exchanged, and other considerations or prestations accepted by the vendor as price of the thing covered by the contract of sale. They shall include the charges for the installation of the thing sold, interest, finance, service, customs, excise and transportation, even when such are not shown separately in the invoice or in the vendor's books;

e. "sale" includes a sale pure and simple, a conditional sale, a sale by instalments, an exchange, lease or any other contract whereby for a price or any other consideration a person delivers or binds himself to deliver moveable property to another;

f. "retail sale" means a sale made to a "retail sale"; purchaser or user for purposes of consumption or use, and not for resale;

g. "user" means any person who, with- "user"; in the territory, utilises any moveable property for his own use or the use of any of his dependents;

h. "vendor" means any person who "vendor"; makes a retail sale of any property within the territory, for purposes of consumption or use and not for resale;

i. "territory" means the territory com- "territo-"; prised within the limits of the city of Rivière-du-Loup;

j. "city" means the city of Rivière-du- "city".
Loup.

2. The city may impose by by-law and Sales levy, from the first of May, 1950, inclusive tax. in addition to any other tax, a special tax called "sales tax" not exceeding two per cent of the retail sale or purchase price, subject to the exemptions hereinafter enumerated, of any moveables, moveable effects, merchandise and any article of trade whatsoever, including alcoholic liquors with the exception of beer, gas and electricity used for lighting, power or heating, telephone service, sold within the limits of the territory.

Ventes à
l'exté-
rieur.

Sujet aux exceptions du paragraphe 3, la taxe peut être également imposée et prélevée dans le cas d'une vente faite en dehors dudit territoire, que l'acheteur réside ou ait sa place d'affaires dans ledit territoire ou en dehors, pourvu que, dans ce cas, la chose qui fait l'objet du contrat se trouve dans ledit territoire soit lors de la vente ou soit lors de la livraison, sauf si elle n'y est apportée que pour fins de livraison ou que la chose qui se trouve dans ledit territoire ait été transportée en dehors de ce territoire dans le but d'éviter le paiement de la taxe.

Automo-
biles, etc.

La taxe peut être également imposée et prélevée lorsqu'il s'agit d'une vente d'un véhicule automobile, tel que défini dans la Loi des véhicules automobiles (Statuts refondus 1941, chapitre 142), d'un piano, d'un réfrigérateur électrique ou d'un radio ou de toute autre marchandise que le conseil pourra déterminer par règlement, à un acheteur qui a son domicile ou sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires dans ledit territoire, quel que soit l'endroit, en dehors du dit territoire, où la vente ou la livraison a lieu.

Excep-
tions.

3. La présente taxe ne s'applique pas:

a) Aux obligations et actions de corporations;

b) A tous autres titres, valeurs mobilières ou monnaies;

c) A toutes transactions faites par l'entremise de Canadian Commodity Exchange Inc.;

d) Aux créances, droits d'action, droits incorporels, annuités, primes d'assurances;

e) A la bière et au tabac;

f) A la gazoline et au kérosène ("huile de charbon");

g) Aux denrées alimentaires, à l'exclusion des friandises et des pâtisseries;

h) Aux provisions ou marchandises vendues par un cultivateur, un horticulteur, un pépiniériste, un aviculteur ou un apiculteur, et provenant de son exploitation;

i) Aux outils, instruments aratoires, outillages de ferme, tracteurs, véhicules à traction animale, et à leurs pièces de rechange, acquis par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme, ni aux chevaux, harnais, bestiaux, fils métalliques

Subject to the exceptions in subsection 3, the tax may also be imposed and levied outside of the said territory, whether the purchaser resides or has his place of business in the said territory or outside thereof, provided that in such case the object covered by the contract is within the said territory, either at the time of the sale or at the time of the delivery, except if it is brought therein for purposes of delivery only, or if the object which is in the said territory has been carried out of the said territory with the intention of evading the payment of the tax.

Sales out-
side terri-
tory.

The tax may also be imposed and levied in the case of the sale of a motor vehicle, as defined in the Motor Vehicles Act (Revised Statutes, 1941, chapter 142), a piano, electric refrigerator or radio, or of any other merchandise that the council may determine by by-law, to a purchaser who has his domicile or ordinary residence or place of business in the said territory, whatever be the place, outside of the said territory, where the sale or delivery is made.

Motor
vehicles,
etc.

3. This tax shall not apply to the follow-
ing:

Excep-
tions.

a. Bonds and shares of a corporation;

b. All other intangible property, all securities, all moneys;

c. All transactions made through the Canadian Commodity Exchange Inc.;

d. All debts, rights of action, incorporeal rights, annuities, insurance premiums;

e. Beer and tobacco;

f. Gasoline and kerosene (coal oil);

g. Foodstuffs, not including candies and confectioneries;

h. Provisions or merchandise sold by a farmer, horticulturist, nurseryman, aviculturist or apiculturist and produced through the pursuit of his undertaking;

i. Tools, farm implements, farm machinery, tractors, animal-drawn vehicles, and parts for the same, acquired by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm; horses, harness for horses, livestock, metal wire or netting for fences, also

ou treillis pour clôtures, également achetés par un agriculteur de bonne foi pour le besoin de sa ferme;

j) Aux bateaux, filets de pêche et autres agrès de pêche achetés par un pêcheur de bonne foi pour l'exercice de son métier;

k) A l'eau naturelle, distillée ou ozonisée;

l) Aux médicaments livrés sur prescription de médecin, aux membres artificiels et aux appareils d'orthopédie;

m) Aux prix des places en tramway, autobus, bateaux, chemins de fer ou autres moyens de transport terrestre, naval ou aérien, ni aux taux de péage;

n) Aux prix d'admission à un lieu d'amusement, défini par la Loi des droits sur les divertissements (Statuts refondus, 1941, chapitre 85);

o) Aux ventes au gouvernement fédéral ou au gouvernement provincial;

p) Aux ventes faites à la fabrique ou aux syndics d'une paroisse, ou à une société ou compagnie de cimetière, à un hôpital, pour les fins de leur œuvre, ni aux ventes faites par eux;

q) Aux ventes faites par autorité de justice;

r) Aux ventes faites par toute personne exploitant un commerce dans ledit territoire, lorsque la marchandise ainsi vendue est expédiée en dehors du territoire assujéti à la taxe, pour consommation ou usage en dehors du territoire assujéti à la taxe;

s) Aux repas;

t) Aux périodiques et livres imprimés; aux fournitures de classe, sans y comprendre les crayons automatiques et plumes réservoir;

u) Aux messages télégraphiques;

v) Aux grains et moutures, graines de semence, fertilisants, insecticides et fongicides, aux savons et autres produits servant au nettoyage, ni aux tuyaux de drainage pour fins agricoles;

w) Au charbon, au bois de chauffage et à la glace;

x) Aux vêtements d'enfants et chaussures d'enfants;

y) Aux ventes pour un prix de dix cents ou moins.

Ventes avant mai 1950, etc. La taxe n'est pas exigible lorsque la vente a été faite de bonne foi avant le

purchased by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm;

j. Boats, fishing nets and any other fishing apparatus purchased by a *bona fide* fisherman to be used in his trade;

k. Natural water, distilled water and ozonized water;

l. Medicaments on doctors' prescriptions, artificial limbs and orthopædic appliances;

m. Fares on tramways, autobuses, boats, railroads or other transportation systems by land, water or air and toll fares;

n. Prices of admission to places of amusement, as defined by the Amusement Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 85);

o. Sales to the Federal Government or to the Provincial Government;

p. Sales made to a *fabrique* or the trustees of a parish or to a cemetery society or company or to a hospital, for the purposes of their work, and sales made by them;

q. Sales by judicial authority;

r. Sales made by any person carrying on business in the said territory, when the merchandise thus sold is shipped outside of the territory subject to the tax, for consumption or use outside of the territory subject to the tax;

s. Meals;

t. Printed books and periodicals; classroom supplies, not including automatic pencils or fountain-pens;

u. Telegraph messages;

v. Grain and mill feeds, seeds, fertilizers, insecticides and fungicides, soaps and other products used for cleaning; drain tiles for agricultural purposes;

w. Coal, firewood and ice;

x. Children's clothing and children's footwear;

y. Sales for a price of ten cents or less.

The tax is not exigible when the sale has been effected in good faith before the 1st Sales before May, 1950, etc.

premier mai 1950. La taxe n'est pas exigible lorsqu'il s'agit d'achats faits pour exécuter un contrat d'entreprise à forfait passé avant le premier mai 1950, et si elle a été payée, la cité est autorisée à faire remise.

Excep-
tion.

Cependant, toute marchandise livrée après le 1er mai 1950, en raison d'un contrat à forfait ou d'un contrat de livraison passé avant le 1er mai 1950, est assujettie à la taxe.

Ventes
annulées.

Quand une vente est annulée, la taxe n'est prélevée que sur la partie du prix gardée par le vendeur. Il en est de même lorsque la chose vendue est retournée ou refusée.

Échan-
ges.

Lorsqu'une personne donne en échange, pour partie du prix d'une marchandise qu'elle achète, une autre marchandise de même espèce, la taxe n'est payable que sur la balance du prix d'achat.

Percep-
tion.

4. La taxe doit être payée par l'acheteur lors de la vente, que le prix soit stipulé payable comptant, à terme ou par versements, et doit être perçue par le vendeur qui est constitué par le présent article l'agent de la cité pour la percevoir. Cet agent doit tenir un compte de la taxe de vente perçue et à percevoir et faire remise de la taxe perçue à la cité, le tout suivant les dispositions des règlements que la cité adoptera en vertu du présent article.

Recours
du ven-
deur.

Pour percevoir cette taxe, le vendeur a contre son acheteur le même recours que pour son prix de vente.

Vendeur
hors du
territoire.

5. Le vendeur, qui a sa place d'affaires ou son établissement de commerce en dehors du territoire n'est pas tenu de percevoir la taxe même si la vente est faite à un acheteur ayant son domicile, sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires dans le territoire.

Paie-
ment
direct.

Dans tous les cas où la taxe est payable et que le vendeur n'est pas obligé de la percevoir, cette taxe doit être payée par l'acheteur à la cité.

Conven-
tions en-
tre muni-
cipalités.

Cependant, si le vendeur a son établissement ou sa place d'affaires dans une ville ou municipalité qui perçoit déjà une taxe sur les ventes au détail, la cité pourra conclure une entente avec telle ville ou municipalité aux fins de l'autoriser à percevoir la taxe qui serait autrement payable par l'acheteur à la cité comme si

of May, 1950. The tax is not exigible in the case of purchase made to carry out a contract for an undertaking by the job entered into before the 1st of May, 1950, and, if paid, the city is authorized to remit the same.

Nevertheless, any goods delivered, after the 1st of May, 1950, under a contract by the job or under a contract for delivery entered into prior to the 1st of May, 1950, shall be subject to the tax.

When a sale is annulled, the tax is levied only on that part of the price retained by the vendor. The case is the same when the thing sold is returned or refused.

When a person gives in exchange, for part of the price of merchandise purchased by him, other merchandise of the same kind, the tax shall be payable only on the balance of the purchase price.

4. The tax shall be paid by the purchaser at the time of the sale, whether the price is stipulated payable cash, on terms or by instalments, and shall be collected by the vendor who is constituted by this section the agent of the city, for the collection of the same. This agent shall keep an account of the tax collected and to be collected and shall remit the tax collected to the city, according to the provisions of the by-laws which the city shall adopt in virtue of this section.

For the collection of this tax, the vendor has the same recourse against the purchaser as for his sale price.

5. A vendor having his place of business or commercial establishment outside of the territory shall not be bound to collect the tax even if the sale be made to a purchaser having his domicile, ordinary residence of place of business in the territory.

In all cases in which the tax is payable and the vendor is not obliged to collect it, such tax must be paid by the purchaser to the city.

If, however, the vendor has his establishment or place of business in a city, town or municipality which already collects a tax on retail sales, the city may arrange with such town or municipality to be authorized to collect the tax which, otherwise, would be payable by the purchaser to the city, as if the sale had been

la vente eût été faite dans les limites mentionnées dans le présent article.

Vente de plusieurs objets. 6. Si une vente comprend plusieurs articles ou objets, la taxe est calculée sur le total du prix des articles ou objets compris dans ladite vente et non sur le prix de chaque article ou objet séparément.

Computation. Dans la computation de la taxe, toute fraction d'un centin est comptée pour un centin entier que l'acheteur doit payer.

Privilège. 7. Toute personne chargée de percevoir la taxe devient débitrice envers la cité du montant de la taxe qu'elle a perçue. La créance de la cité contre telle personne constitue une créance privilégiée sur les biens meubles et effets mobiliers de cette personne et prend le même rang que toute autre taxe personnelle ou mobilière imposée par la cité.

Paiement obligatoire. 8. Il est défendu à toute personne d'acheter au détail, dans les cas prévus au présent article, sans payer au vendeur, lors de l'achat, la taxe imposée, et il est défendu au vendeur de faire remise directement ou indirectement de la taxe à l'acheteur.

Idem. Il est défendu à tout vendeur d'annoncer ou de faire savoir au public d'une façon quelconque, directement ou indirectement, que la taxe, dont l'imposition est autorisée par le présent article, ne sera pas payable ou payée par l'acheteur.

Règlement de perception. 9. La cité peut, en tout temps, adopter les règlements et autres mesures qu'elle jugera nécessaires ou utiles pour assurer la perception de la taxe qu'elle imposera, et, sans restreindre la portée de la disposition qui précède, pour définir ce qui constitue, pour les fins du présent article et de l'imposition de la taxe, une vente ou un achat en détail; pour déterminer sur quel montant doit être calculée la taxe lorsque le prix payable par l'acheteur comprend en même temps le prix ou la valeur du travail fourni par le vendeur ou de l'usage d'un objet fourni par ce dernier; pour obliger tout vendeur à ajouter sur ses factures le montant de la taxe payable ou payée par l'acheteur; pour obliger toute personne chargée de percevoir la taxe à tenir, de la manière indiquée par la cité et jour par jour, un compte séparé de la taxe perçue et à percevoir, à lui faire rapport par écrit, sous serment, aux dates qu'elle fixera et sui-

made within the limits mentioned in this section.

6. If a sale includes several articles or objects, the tax is computed on the total of the price of the articles or objects included in the said sale and not on the price of each article or object separately.

In the computation of the tax, any fraction of a cent is counted as a whole cent, which the purchaser shall pay.

7. Any person entrusted with the collection of the tax shall become a debtor of the city for the amount of the tax collected. The claim of the city against such person shall constitute a privileged claim on the moveables and moveable effects of such person and shall have the same rank as any other personal or moveable tax imposed by the city.

8. It shall be unlawful for any person to make retail purchases, in the cases provided in this section, without paying to the vendor, at the time of purchase, the tax imposed, and it shall be unlawful for the vendor to remit the tax to the purchaser, either directly or indirectly.

It shall be unlawful, for any vendor to advertise or let it be known to the public in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax, the imposition whereof is authorized by this section, shall not be payable or paid by the purchaser.

9. The city may at any time adopt the by-laws and other measures which it may deem necessary or useful to assure the collection of the tax which it shall impose and without limiting the scope of the foregoing provision, to define what constitutes, for the purposes of this section and for the imposition of the tax, a retail sale or purchase; to determine upon what amount the tax shall be computed when the price payable by the purchaser includes at the same time the price or the value of the work furnished by the vendor or of the use of an article furnished by the latter; to oblige every vendor to add to his invoices the amount of the tax payable or paid by the purchaser; to oblige any person entrusted with the collection of the tax to keep, in the manner indicated by the city and day by day, a separate account of the tax collected and to be collected, to make a written report to the city, under oath, on the dates which shall

Several articles sold.

Computation.

Privilege.

Obligatory payment.

Idem.

By-law for collecting tax.

vant les formules qu'elle fournira, à lui faire remise de la taxe perçue aux dates et de la manière qu'elle déterminera, à laisser visiter son ou ses établissements, à laisser examiner ses livres ou autres documents par son trésorier ou par toute personne le représentant, pour vérifier si les prescriptions du présent article et des règlements adoptés par elle sont observés et pour établir le montant de la taxe perçue et à percevoir; et pour obliger toute personne ainsi que ses officiers et employés à fournir au trésorier de la cité ou à ses représentants tous renseignements qu'ils pourront exiger.

Adoption
et effet du
règlement.

Tout règlement autorisé par le présent article pourra être adopté par le conseil de la cité sans qu'il soit nécessaire d'en donner préalablement avis, et dès qu'il sera adopté, tel règlement, après avoir été publié deux jours consécutifs dans un journal de langue française, aura dans le territoire le même effet et la même force obligatoire que s'il eût été adopté par la cité.

Serment.

10. Toute personne, tenue de fournir à la cité un rapport sous serment, pourra prêter ce serment devant un notaire ou un commissaire de la Cour supérieure pour le district de Kamouraska, devant le trésorier de la cité ou son assistant, ou devant le greffier de la cité, lesquels sont autorisés, par le présent paragraphe, à recevoir tel serment.

Montant
dû à la
cité.

11. Si le vendeur ne fait pas le rapport exigé, le trésorier de la cité établit, au meilleur de sa connaissance, le montant de la taxe perçue et à percevoir ou à payer, lequel montant ainsi établi est alors considéré être le montant véritable dû à la cité. La preuve que le montant ainsi établi n'est pas exact est à la charge du débiteur.

Peines
pour in-
fractions.

12. Toute personne, qui étant l'agent de la cité pour les fins du présent article, refuse ou néglige de percevoir la taxe imposée ou d'en tenir compte, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins cinq dollars mais n'excédant pas mille dollars, et à défaut de paiement de l'amende et

be fixed and on the forms which shall be supplied by the city, to remit to the city the tax collected, on the dates and in the manner determined by the said city, to allow his establishment or establishments to be visited, to allow his books and other documents to be examined by its treasurer or by any person representing him, in order to verify if the provisions of this section and of the by-laws adopted by the city are complied with and to establish the amount of the tax collected and to be collected; and to oblige every person as well as his officers and employees to furnish to the treasurer of the city or his representatives any information they may require.

Any by-law authorized by this section may be adopted by the council of the city without it being necessary to give prior notice thereof and, as soon as it shall have been adopted, such by-law, after having been published on two consecutive days in a French newspaper, shall have, in the territory, the same effect and same force as if it had been adopted by the city.

Adopting
and effect
of by-
law.

10. Every person required to furnish to the city a report under oath may take such oath before a notary or a commissioner of the Superior Court for the district of Kamouraska, before the treasurer of the city or his assistant or before the clerk of the city, who are hereby authorized to receive such oath.

Taking
oath.

11. If the vendor does not make the report required, the treasurer of the city shall establish, to the best of his knowledge the amount of the tax collected and to be collected or to be paid, which amount so established shall then be considered as being the actual amount due to the city. The burden of proof that the amount so established is not correct shall be upon the debtor.

Amount
due city.

12. Every person who, being the agent of the city for the purposes of this section, refuses or neglects to collect the tax imposed or to keep an account thereof, infringes the present section and shall be liable, for each infringement, in addition to the payment of the costs, to a fine of at least five dollars and of not more than one thousand dollars, and, in default of pay-

Offence
and
penalty.

des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Peines
pour in-
fractions.

Toute personne qui fait un achat tel que prévu au présent article sans payer la taxe imposée, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction sciemment commise, en sus du paiement de la taxe et des frais, d'une amende n'excédant pas cent dollars, et à défaut de paiement de la taxe imposée, de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent de la cité pour les fins du présent article annonce ou fait savoir au public d'une façon quelconque, directement ou indirectement, que la taxe imposée ne sera pas payée par l'acheteur, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cent dollars en sus des frais et, à défaut de paiement de ladite amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent de la cité pour les fins du présent article, fait remise à l'acheteur de la taxe que ce dernier doit payer, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins dix dollars, et d'au plus cinq cents dollars, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent de la cité pour les fins du présent article, refuse ou néglige de remettre à la cité la taxe qu'elle a perçue, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement de la taxe perçue et des frais, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus mille dollars et à défaut de paiement de l'amende et des frais et de la taxe perçue, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Récidive.

Dans le cas de récidive pour chacune des infractions définies au présent paragraphe 12, le maximum de l'amende et de l'emprisonnement sera du double de celui prévu précédemment.

ment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding three months.

Every person making a purchase as provided for in this section without paying the tax imposed commits an infringement of this section and shall be liable for each infringement, knowingly committed, in addition to the payment of the tax imposed and of the costs, to a fine not exceeding one hundred dollars, and, in default of payment of the tax imposed, fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Offence
and
penalty.

Every person who, being the agent of the city for the purposes of this section, advertises or lets it be known to the public in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax imposed shall not be paid by the purchaser, infringes the present section and shall be liable, for each infringement, to a fine of at least ten dollars and of not more than one hundred dollars in addition to the costs, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Idem.

Every person who, being the agent of the city for the purposes of this section, remits to the purchaser the tax which the latter is to pay, infringes the present section and shall be liable, for each infringement, in addition to the costs, to a fine of at least ten dollars and of not more than five hundred dollars, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Idem.

Every person who, being the agent of the city for the purposes of this section, refuses or neglects to remit to the city the tax which he has collected, infringes the present section and shall be liable, for each infringement, in addition to the payment of the tax collected and of the costs, to a fine of at least ten dollars and of not more than one thousand dollars, and, in default of payment of the fine and costs and of the tax collected, to an imprisonment not exceeding three months.

Idem.

In the event of a repetition of any of the infringements defined in this subsection 12, the maximum fine and imprisonment shall be double that above provided.

Subse-
quent
offence.

Amende.	13. La cité peut, par tout règlement passé en vertu du présent article, imposer pour toute autre infraction que celles définies au paragraphe 12 ci-dessus, par toute personne à tel règlement, une amende de pas plus de cinquante dollars pour chaque infraction.	13. The city may, by any by-law passed under this section, impose for any infringement, other than those defined in the preceding subsection 12, of such by-law by any person, a fine of not more than fifty dollars for each infringement.	Fine.
Obligation du contrevenant.	14. Le paiement des amendes et pénalités, imposées par le présent article et par tout règlement adopté par la cité, ne libérera pas le contrevenant de l'accomplissement des obligations et devoirs qui lui sont imposés par le présent article et par les règlements.	14. The payment of the fines and penalties imposed by this section and by any by-law adopted by the city shall not exempt the offender from the carrying out of the obligations and duties imposed upon him by this section and by the said by-laws.	Offender's obligation.
Infraction par compagnie.	15. Lorsqu'une infraction à l'un des règlements de la cité est commise par une compagnie ou une corporation, l'amende que la cité peut imposer pourra être pour un montant double de celui qu'elle peut imposer à une autre personne.	15. When an infringement of one of the city's by-law is committed by a company or a corporation, the fine which the city may impose may be for double the amount of that which may be imposed on another person.	Offence by company.
Récidive.	16. Dans le cas de récidive, la cité peut également imposer, pour chaque infraction à ses règlements, des amendes et pénalités plus fortes, pourvu que le montant de l'amende n'excède pas, dans chaque cas, cent dollars, et que le terme d'emprisonnement n'excède pas trois mois.	16. In the case of a subsequent offence, the city may also impose, for each infringement of its by-laws, heavier fines and penalties, provided the amount of the fine do not exceed in each case one hundred dollars and the term of imprisonment do not exceed three months.	Subsequent offence.
Délai.	17. Il sera loisible à la cour d'accorder au contrevenant un délai n'excédant pas quinze jours pour acquitter le montant de l'amende infligée et des frais.	17. It shall be lawful for the court to grant to the offender a delay not exceeding fifteen days to pay the amount of the fine imposed and the costs.	Delay.
Jurisdiction.	18. La Cour du recorder de la cité a juridiction pour entendre et juger toute action intentée par la cité, soit en vertu du présent article, soit en vertu de tout règlement que cet article autorise pour le recouvrement de la dite taxe, soit du vendeur pour ce qu'il a perçu, soit de l'acheteur, et des amendes imposées par tout tel règlement et par le présent article quel que soit le montant de cette taxe et de ces amendes et quel que soit le lieu du domicile, de la résidence, ou de la place d'affaires du défendeur.	18. The Recorder's Court of the city has jurisdiction to hear and adjudicate upon any action taken by the city either in virtue of this section, or in virtue of any by-law authorized by this section, for the recovery of the said tax either from the vendor for what he has collected, or from the purchaser; and the fines imposed by any such by-law and by this section, whatever be the amount of such tax and of such fines and whatever be the place of the domicile residence or place of business of the defendant.	Jurisdiction.
Idem.	La cité peut également intenter toute telle action soit devant la Cour du magistrat du district de Kamouraska, ou soit devant la Cour supérieure du district de Kamouraska, suivant le montant réclamé quel que soit le lieu du domicile, de la résidence ou de la place d'affaires du défendeur. Telle action sera réputée matière sommaire et les articles 1151 à 1163, sauf le premier alinéa de l'article 1153 du Code de procédure civile, s'appli-	The city may also bring any such action before the Magistrate's Court of the district of Kamouraska or before the Superior Court of the district of Kamouraska according to the amount claimed, whatever may be the place of domicile or of residence or the place of business of the defendant. Such action shall be considered as a summary action and articles 1151 to 1163, with the exception of the first paragraph of article 1153, of the Code of	Idem.

queront. Telle action sera aussi entendue par préséance.

Autre
procédu-
re.

Sans préjudice des modes qui précèdent, la cité peut également recouvrer ladite taxe soit du vendeur pour ce qu'il a perçu, soit de l'acheteur, en adoptant le mode prévu dans sa charte pour la perception des taxes qui lui sont dues et avec les mêmes privilèges.

Respon-
sabilité
pour em-
ployés.

19. La vente faite par l'un des employés ou représentants du vendeur est censée faite par le vendeur lui-même. De même l'achat fait par l'un des employés ou représentants de l'acheteur est censé fait par l'acheteur lui-même. Dans ces cas, tous les recours que la cité peut exercer en vertu du présent article ou des règlements que la cité pourra adopter, pourront l'être contre le vendeur ou l'acheteur personnellement, suivant le cas.

Prescrip-
tion.

20. Le délai de prescription pour toute taxe recouvrable en vertu du présent article est celui fixé par la charte pour les autres taxes. Pour les amendes et pénalités pour infraction au présent article ou aux règlements adoptés par la cité en vertu du présent article, il sera d'un an à compter du jour où l'infraction a été commise.

Indemni-
té au ven-
deur.

21. La cité peut indemniser le vendeur jusqu'à concurrence de cinq pour cent du montant de la taxe qu'il perçoit pour le surcroît de travail que la perception et la remise de cette taxe lui occasionnent.

Recours
contre
acheteur
et privi-
lège.

22. Nonobstant les dispositions du présent article, la cité conserve contre l'acheteur qui a refusé ou négligé de payer la taxe, son recours en recouvrement de cette taxe, et cette créance est privilégiée sur les biens et effets mobiliers de l'acheteur et prend le même rang que toute autre taxe personnelle ou mobilière imposée par la cité ou par la municipalité.

Conven-
tions.

23. La cité pourra faire une ou des conventions avec le trésorier de la province au sujet de la perception de la présente taxe."

Règle-
ments de
construc-
tion.

2. Nonobstant les dispositions du deuxième alinéa du paragraphe 1^o de l'article 426 de la Loi des cités et villes, le conseil

Civil Procedure, shall apply. Such action shall also be heard by precedence.

Without prejudice to the preceding modes of procedure, the city may also recover the said tax, either from the vendor with respect to the amount collected by him or from the purchaser, by adopting the mode indicated in its charter for the collection of taxes owing to it and with the same privileges.

Alterna-
tive pro-
cedure.

19. The sale made by one of the employees or representatives of the vendor shall be deemed as having been made by the vendor himself. In the same manner the purchase made by one of the employees or representatives of the purchaser shall be deemed to have been made by the purchaser himself. In such cases, all recourses which the city may exercise under this section or the by-laws which the city may adopt, may be exercised against the vendor or the purchaser personally, as the case may be.

Responsi-
bility for
employ-
ees.

20. The term for the prescription of any tax recoverable under this section is the same as that fixed by the charter for other taxes. For the fines and penalties imposed for the infringement of this section or of the by-laws adopted by the city in virtue of this section, such term shall be of one year from the date when the infringement was committed.

Prescrip-
tion.

21. The city may compensate the vendor, to the extent of five per cent of the amount collected by him, for the additional work which the collection and the remittance of this tax may cause him.

Compen-
sation to
vendor.

22. Notwithstanding the provisions of this section, the city retains against the purchaser who has refused or neglected to pay the tax its recourse for the recovery of such tax, and such claim shall be privileged on the moveables and moveable effects of the purchaser and shall have the same rank as any other personal or moveable tax imposed by the city or by the municipality.

Recourse
against
purchas-
er and
privilege.

23. The city may enter into one or more agreements with the Provincial Treasurer with respect to the collection of this tax."

Agree-
ments.

2. Notwithstanding the provisions of the second paragraph of paragraph 1 of section 426 of the Cities and Towns Act,

Construc-
tion by-
laws.

pourra, à compter de la sanction de la présente loi jusqu'au 1er mai 1951, modifier les règlements de construction en vigueur concernant l'alignement des constructions dans toutes les rues ou parties de rues de la municipalité.

the council may, as from the coming into force of this act until the 1st of May, 1951, amend the construction by-laws in force respecting the alignment of buildings in all the streets or parts of streets in the municipality.

Résolutions validées.

3. La résolution du conseil de la cité en date du 23 janvier 1950, concernant la taxe municipale à être payée par Mohawk Corporation Limited du premier janvier 1949 au premier janvier 1959 inclusivement, de même que la résolution de la Commission des écoles catholiques de Rivière-du-Loup en date du 20 janvier 1950, concernant les taxes scolaires à être payées par ladite compagnie du premier juillet 1949 au premier juillet 1959 inclusivement, sont déclarées légales et régulières et ratifiées à toutes fins que de droit.

3. The resolution of the city council dated January 23rd, 1950, respecting the municipal tax to be paid by Mohawk Corporation Limited from the first of January, 1949, to the first of January, 1959, inclusive, as well as the resolution of the Rivière-du-Loup Catholic School Board dated January, 20th, 1950, respecting the school taxes to be paid by the said company from the first of July, 1949 to the first of July, 1959, inclusive are declared legal and valid and ratified for all legal purposes.

Resolutions ratified.

Entrée en vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.